



## SOCIETE D'EXPERTS EN TARIFICATION DE L'ENERGIE

Commission de Régulation de l'Energie  
15, rue Pasquier  
75379 Paris Cedex 05

Le Touvet, Le 23 mars 2016

Objet : Consultation publique "CP1"

**A l'attention de Monsieur Philippe DE LA DOUCETTE, Président,**

Monsieur le Président,

Nous souhaitons apporter une réponse à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie, relative aux prochains tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz.

Notre réponse, qui n'est ni confidentielle ni anonyme, concerne uniquement les questions 26 à 30 relatives à la révision des NTR.

**Question 26 Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?**

Nous avons constaté des anomalies sur l'artère du Grésivaudan (de Chambéry vers Grenoble), dont nous avons déjà alerté la CRE. En effet, la progressivité des NTR en fonction de la distance n'est pas respectée, conduisant certains utilisateurs à bénéficier de NTR plus élevés que ceux qui sont plus éloignés.

Cette situation anormale semble provenir (la CRE n'ayant pas été en mesure de l'expliquer et le justifier) :

- de l'application de deux méthodes différentes pour les sites selon qu'ils sont anciennement ou nouvellement raccordés,
- pour les sites anciennement raccordés, de la volonté de maintenir une continuité tarifaire, qui a pu avoir pour effet de figer dans le temps (avec un NTR diminué) une tarification temporairement avantageuse (interruptibilité notamment)
- de l'application aux PITD d'un NTR homogénéisé, conduisant en un même lieu à l'existence de deux raccordements voisins bénéficiant de NTR très différents

Dans ce contexte, nous sommes favorables à une refonte des NTR, dans la mesure où celle-ci corrige ces anomalies.

**Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?**

Nous partageons les deux premiers principes.

En revanche, la CRE a constaté que la recherche de la continuité lors de la fixation initiale des NTR avait conduit à des situations anormales aujourd'hui. Il serait donc regrettable que la CRE décide, pour les nouveaux NTR, de conserver le principe de la continuité, qui inévitablement conduira à des situations d'iniquité.

**Question 28 Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 « nouveau calcul de tous les NTR en fonction de la distance au réseau principal et du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR »?**

Nous sommes favorables à la méthode 3, qui nous semble la plus appropriée.

En revanche, nous estimons qu'un site pour lequel le calcul conduit à une hausse du NTR ne doit pas bénéficier d'un traitement de faveur durable, car cela reviendrait à reporter sur les autres utilisateurs une partie de son coût (d'où l'essentiel de la hausse nécessaire de 11% du TCR). On peut d'ailleurs considérer qu'un tel site a déjà bénéficié jusqu'à maintenant d'un NTR trop bas, et qu'à ce titre il a déjà été suffisamment avantagé.

Nous proposons pour de tels sites une fixation du NTR cible sur la base des mêmes critères que tous les autres utilisateurs, avec éventuellement les adaptations suivantes :

- Augmentation du NTR de 1 par an maximum.
- Aucune augmentation dans les 10 premières années suivant la mise en service d'un nouveau raccordement (permettant de garantir que le coût initial a été amorti).

**Question 29 Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12 ?**

Nous préférons le plafonnement à 8, qui en réduisant le coût maximal (pour un nombre limité d'utilisateurs) peut avoir pour effet d'inciter l'installation de nouveaux utilisateurs sur les canalisations existantes.

**Question 30 Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude ?**

Nous suggérons que la valeur du NTR ne soit pas nécessairement arrondie, une valeur avec un chiffre après la virgule semblant acceptable.

Nous estimons qu'une distribution publique de gaz et un site industriel raccordés à la même distance du réseau principal doivent bénéficier du même NTR, afin d'éviter que l'industrie subventionne le développement des distributions publiques, et d'envoyer le bon signal tarifaire. Si une homogénéisation de la tarification au sein d'un PITD reste nécessaire, nous estimons que cela doit se faire par l'introduction d'un nouveau mécanisme dans le cadre du tarif ATRD.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Jean LHOIRY  
Ingénieur Conseil et PDG

Patrick DE CORDOUE  
Ingénieur Conseil